



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Lorraine**


NANCY, le 10 juin 2014

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
8 bis, rue Pierre Fourier - CS 12247
54022 - NANCY CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Prolongation de la durée de validité de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de BARBONVILLE, octroyée à la société GSM.

V/Réf. : Transmission préfectorale du 8 avril 2014.



--	--	--

« Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête. »

1 – Portée de la demande

Par courrier en date du 31 mars 2014, la société GSM a sollicité auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle une prolongation d'une durée de 16 mois de la date de validité de l'autorisation d'exploiter sa carrière à ciel ouvert de sables et graviers de BARBONVILLE fixée par l'arrêté préfectoral 2004-601 du 24 octobre 2005 modifié par l'arrêté complémentaire 2012-655 du 29 octobre 2012.

2 – Justification de la demande

La société GSM est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de BARBONVILLE par l'arrêté préfectoral 2004-601 du 24 octobre 2005 modifié pour une durée maximale de 10 ans.

Le tonnage total de matériaux que cet exploitant peut extraire de sa carrière est limité à 1 600 000 tonnes, pour des capacités annuelles maximale de 300 000 tonnes et moyenne de 200 000 tonnes.

Conformément aux dispositions du paragraphe II de l'article R.512-33 du code de l'environnement, toute modification apportée par le demandeur à l'installation, son mode d'utilisation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation avant sa réalisation.

L'arrêté complémentaire 2012-655 du 29 octobre 2012 a porté le terme de l'autorisation d'exploiter du 24 octobre 2015 au 1^{er} octobre 2016, l'extraction de matériaux devant être terminée au plus tard 7 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, soit le 1^{er} mars 2016.

Compte-tenu de la mise en œuvre de la substitution des matériaux alluvionnaires par des matériaux provenant d'autres gisements, associée à la baisse de consommation de matériaux de carrière liée à la conjoncture économique, la totalité du gisement autorisé ne sera pas exploitée dans les délais impartis. Le gisement restant à extraire est de 440 000 tonnes.

La société GSM souhaite une prolongation de l'autorisation d'exploiter ladite carrière d'une durée de 16 mois à compter du 1^{er} octobre 2016 **soit jusqu'au 1^{er} février 2018** au rythme d'extraction suivant :

- 90 000 tonnes en 2014 restant à faire au 1^{er} avril 2014 sur la base d'un tonnage annuel de matériaux extraits de 140 000 tonnes,
- 140 000 tonnes en 2015,
- 140 000 tonnes en 2016,
- 70 000 tonnes en 2017.

3- Analyse et avis de l'inspection des installations classées

La demande formulée par la société GSM pour sa carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de BARBONVILLE :

- ne modifie pas la surface visée par l'arrêté préfectoral d'autorisation actuel,
- n'entraîne pas d'augmentation du tonnage total de matériaux extraits pouvant être extraits dans la carrière,
- n'entraîne pas d'élévation des capacités d'extraction.

Elle n'est pas de nature à augmenter l'incidence de l'exploitation sur l'occupation de l'espace, la faune, la flore, le paysage, le trafic ou le bruit. Du fait du rythme d'exploitation plus faible, les impacts vont s'en trouver réduits.

Les prescriptions de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2004-601 du 24 octobre 2005 modifié sont inchangées, à savoir la fin de l'extraction des matériaux commercialisables au plus tard 7 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

Le réaménagement du site de la carrière reste coordonné à l'exploitation comme actuellement.

De plus, la société GSM s'est engagée à prolonger les garanties financières en cours de validité et a joint à sa demande un courrier de l'organisme bancaire garant.

La circulaire ministérielle du 14 mai 2012 relative à l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement précise les critères à satisfaire pour permettre une légère

prolongation de la durée d'exploitation d'une carrière dans la limite de la capacité totale d'extraction des matériaux autorisée sans que cela ne constitue un renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière ou une modification substantielle dans la mesure où les impacts du fonctionnement de l'installation pendant cette prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible.

Au vu des éléments présentés par la société GSM à l'appui de sa demande, **l'inspection des installations classées considère que la modification des conditions d'exploitation sa carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de BARBONVILLE sollicitée n'est pas substantielle.**

4- Conclusion et suite proposée par l'inspection des installations classées

En définitive, l'inspection des installations classées ne voit pas d'objection à accéder à la demande de la société GSM pour la carrière à ciel ouvert de sables et graviers qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BARBONVILLE.

Ainsi, à l'issue de l'instruction de ce dossier, menée conformément à la procédure prévue par l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose-t-elle aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (Formation spécialisée des Carrières) d'émettre un avis favorable à la demande de prolongation de la durée de validité de l'autorisation pour l'extraction de matériaux de la carrière à ciel de sables et graviers de BARBONVILLE, sollicitée par la société GSM, sous réserve du respect des prescriptions définies dans le projet d'arrêté complémentaire ci-annexé.

ANNEXE :

Projet d'arrêté complémentaire

Carrière à ciel ouvert de sables et graviers exploitée par la société GSM sur le territoire de la commune de BARBONVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 512-31 et R. 512-35 alinéa 2 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral 2004-601 du 24 octobre 2005 modifié par l'arrêté complémentaire 2012-655 du 29 octobre 2012, autorisant la société GSM à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de BARBONVILLE ;

VU la demande de prolongation de la durée de validité de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée présentée par la société GSM le 31 mars 2014 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine PP/CM/LL/342/2014 daté du 10 juin 2014 ;

VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites « Formation spécialisée des Carrières » en date du ;

CONSIDERANT que les dangers et inconvénients générés par la carrière et les installations de premier traitement de matériaux pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la société GSM de sa carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de BARBONVILLE doivent être modifiées afin d'entériner les délais sollicités par la société GSM ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Portée et champ du présent arrêté

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur les territoire de la commune de BARBONVILLE, octroyée à la société GSM par l'arrêté préfectoral 2004-601 du 24 octobre 2005 modifié par l'arrêté complémentaire 2012-655 du 29 octobre 2012, est prolongée jusqu'au **1^{er} février 2018**, dans la limite des capacités maximales annuelles d'extraction de matériaux suivantes qui se substituent à celle mentionnée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2004-601 du 24 octobre 2005 modifié à compter de la date de notification du présent arrêté:

Année	Capacités maximales annuelles
2014	140 000 tonnes
2015	140 000 tonnes
2016	140 000 tonnes
2017	70 000 tonnes

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - case officielle n° 38 - 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Articles d'exécution et d'information